

## GOVERNANCE

# Penser la RSE en termes de gouvernance

Par *Marie-Sophie Ramspacher, Journaliste* | 14/03/2014

Mis à part la communication, qui a l'obligation de publier des données, les services peinent à s'intéresser à la RSE, faute de correspondants.



Pour réussir, la RSE doit résulter de convictions partagées par l'ensemble des business units.

Le changement d'approche que sous-tend la mise en place d'une politique de RSE est long à impulser. « Le Grenelle a identifié 42 indicateurs de RSE qui concernent toutes les fonctions (achats, finance, innovation, RH etc.). De fait, personne ne se sent concerné et nul ne s'empare du sujet, sauf la communication, qui a l'obligation de publier des données », remarque Hervé Borensztejn, associé de Karistem. « Ce qui bloque, c'est le top 200, les directeurs de filiales ou de

**sites qui attendent une prise de position de la direction générale sur chaque sujet au lieu de s'en emparer** », enchaîne Farid Baddache, de l'ONG BSR. Si le sujet n'irrigue pas suffisamment l'entreprise, c'est donc faute de gouvernance. « Au-delà de l'impulsion de la direction générale, il faut des correspondants dans toutes les fonctions et "business unit" et un comité transversal investi de pouvoirs et reconnu par les autres directions. Sans oublier le pilotage à l'aide des KPIs », détaille Patrick d'Humières.

## Convictions partagées

« Ce comité pourra ensuite auditer les pratiques des services, aligner les enjeux avec ceux du développement durable, en somme activer une logique circulaire », complète Gilles Vermot-Desroches, chez Schneider Electric. **Charger par exemple un expert du développement durable du déploiement en interne n'est pas forcément la meilleure des pistes.** Pour réussir, la RSE doit résulter de convictions partagées. « General Electric mobilise chaque année durant une semaine l'ensemble du management pour réfléchir aux enjeux dont ceux-là », cite Farid Baddache, qui estime qu'en la matière l'Américain est un bon élève.